

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

SEC(71) 2620 final

Bruxelles, le 9 juillet 1971

LIBRARY

441.21

1 only

QUATORZIEME RAPPORT INTERIMAIRE DE LA COMMISSION
AU CONSEIL SUR LES ADAPTATIONS TECHNIQUES DES
REGLEMENTATIONS COMMUNAUTAIRES A LA SITUATION
DE LA COMMUNAUTE ELARGIE

- AGRICULTURE III -

RECEIVED 10-1-1961

I. REMARQUES GENERALES

1. Dans le cadre de l'examen du droit dérivé en matière agricole, la Commission a, jusqu'à présent, transmis au Conseil deux rapports intérimaires consacrés à l'examen de certaines organisations communes de marchés. (doc. SEC (71) 1501 final et doc. SEC (71) 2347 final).

La Commission présente maintenant un troisième rapport qui couvre l'ensemble du domaine de l'harmonisation des législations à savoir :

- la législation des semences et plants
- la législation des denrées alimentaires
- la législation des aliments des animaux
- la législation phytosanitaire
- la législation forestière
- la législation vétérinaire, à l'exclusion de la directive 71/118/CEE du Conseil, du 15 février 1971, relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges de viandes fraîches de volaille (1) dont l'examen n'a pu être terminé en raison surtout de sa date relative récente d'adoption par le Conseil.

2. Pour les principes de procédure appliqués, il est renvoyé au premier rapport intérimaire (doc. SEC (70) 4176 final). En ce qui concerne la présentation des annexes, la disposition adoptée est celle rappelée dans le 12ème rapport (second rapport agricole) qui consiste à envisager les différents secteurs séparément et à prévoir à l'intérieur de chacun d'eux les différentes catégories de classement suivantes, abstraction faite de la question générale des délais d'entrée en vigueur des actes pour les pays candidats.

I. Actes qui n'appellent pas d'adaptations techniques, exceptées les adaptations institutionnelles éventuelles nécessaires

II. Actes qui exigent des adaptations techniques qui, dès à présent, peuvent clairement être formulées, à savoir essentiellement des adaptations linguistiques ou celles qui consistent à ajouter ou à supprimer certaines mentions, données ou références relatives aux pays candidats.

(1) J.O. n° L 55/23 du 8. 3.1971.

III. Actes auxquels il faudra apporter certaines adaptations techniques déjà arrêtées quant à l'objet mais dont il n'est pas encore possible de proposer les formulations, certaines données faisant encore défaut. Les explications nécessaires sont fournies dans chaque cas.

- Afin de ne pas charger inutilement le corps de ce rapport, les actes qui suscitent des commentaires y sont indiqués sans mention des actes qui postérieurement les ont modifiés. Il y a lieu de se référer à leur sujet aux annexes.

- En outre, lorsqu'il est fait référence dans le texte à la "date de mise en application" d'une directive, il y a lieu de comprendre, sauf indication contraire, la date de mise en conformité des dispositions législatives, réglementaires et administratives dans les Etats membres avec les dispositions de la directive concernée.

-3. Les textes des actes examinés ont été mis à jour jusqu'aux dates suivantes :

- législation des semences et plants : 12 février 1971
- législation des denrées alimentaires : 15 janvier 1971
- législation des aliments des animaux : 15 janvier 1971
- législation phytosanitaire : 15 janvier 1971
- législation forestière : 15 janvier 1971
- législation vétérinaire : 8 mars 1971.

II. OBSERVATIONS CONCERNANT LE SECTEUR DE L'HARMONISATION DES LEGISLATIONS DES SEMENCES ET PLANTS

Directive n° 66/400/CEE du Conseil, du 14 juin 1966, concernant la commercialisation des semences de betteraves (1)

-4. Article 2, paragraphe 2 : Pour des raisons biologiques (coefficient de multiplication de semences), le délai prévu dans cet article devrait être rendu applicable aux pays candidats pour la durée prévue à l'origine dans

(1) J.O. n° 125/2290 du 11. 7.1966.

le cadre de la directive. Bien qu'on puisse, à la limite, estimer que ce délai s'applique automatiquement aux pays candidats puisque du fait même de sa formulation, il se réfère non à une date unique pour la Communauté mais à une date dépendant de la mise en vigueur des dispositions législatives réglementaires et administratives nécessaires (et limitée par les dispositions de l'article 23), il semble préférable de le prévoir expressément sous forme d'une adaptation technique.

-5. Article 23

Cet article pose le problème général de l'entrée en vigueur des directives.

A cet égard, plusieurs délégations ont soulevé le problème de la possibilité physique d'une application de la directive dans le cadre des délais envisagés par la Communauté.

Elles ont indiqué que le système de certification des semences prévu par la directive, était une novation dans leur pays et, de ce fait, la disposition de l'article 2 paragraphe 2 qui avait permis aux Etats membres d'assurer le passage d'un système national de certification au système communautaire, et qui supposait l'existence d'un système de certification auparavant, n'était pas suffisante. Ces dispositions permettent de hâter l'application concrète dans quelques cas isolés dans lesquels la certification existe déjà (cas par exemple du Danemark pour les semences exportées), mais ne sont d'aucune utilité lorsque aucune certification officielle n'existait antérieurement.

Une solution de ce problème réel dû au rythme biologique de multiplication des semences consisterait à prévoir une mise en vigueur progressive de la directive :

- à l'issue du délai admissible pour l'application des directives (6 mois), modification de la législation nationale (mise en place du système) et suppression de toutes restrictions de commercialisation pour les produits correspondant à la directive,

.../...

- à l'issue de la 1ère année, soit 18 mois après l'adhésion, délai nécessaire pour la production d'une première génération de semences, application de la directive aux semences de base produites sur le plan national,
- à l'issue de la 3ème année, soit 3 ans 1/2 après l'adhésion, délai nécessaire pour la production de 2 générations de semences certifiées à partir de semences de base, application de la directive aux semences certifiées produites sur le plan national.

La Commission estime toutefois que ce problème semble dépasser le cadre de l'adaptation technique.

Directive n° 66/401/CEE du Conseil, du 14 juin 1966, concernant la commercialisation des semences de plantes fourragères (1)

- 6. Articles 2, paragraphe 2, et 23

Ces articles soulèvent les mêmes problèmes que ceux évoqués respectivement sous les points 4 et 5 du présent rapport. La Commission estime que les mêmes solutions pourraient être appliquées.

- 7. La délégation danoise a déclaré éprouver des difficultés avec le pourcentage de la teneur maximale en graines dures du *Trifolium repens* (trèfle blanc) fixé à 20% à l'annexe II, I, 3, A b) de la directive. Cette délégation a fait valoir que les statistiques des dernières années révèlent une teneur moyenne de 18% ce qui excluerait du commerce certains lots importants à destination d'autres Etats membres. De plus, elle explique que ce haut pourcentage serait dû à des conditions climatiques particulières par rapport à celles qui règnent dans la Communauté actuelle. La délégation danoise a soulevé un problème identique, dû aux mêmes circonstances pour le *Poa pratensis*, du fait du pourcentage maximum de graines d'autres espèces de *Poa* prévu par la réglementation communautaire (annexe II B a)). A cet égard la Commission ne dispose pas de données lui permettant de croire que les conditions climatiques soient très différentes dans le nord de la Communauté actuelle et au Danemark. En toute hypothèse, le standard actuel est appliqué sans difficulté dans la Communauté, l'obstacle de

(1) J.O. n° 125/2298 du 11. 7.1966

conditions climatiques pouvant être surmonté sur le plan technologique.

- 8. A l'annexe II, I, B c) est prévue une tolérance pour la présence de graines "Avena fatua" dans les semences. Dans la Communauté ces graines ne sont théoriquement pas admises mais l'on considère néanmoins que la présence d'une graine dans un échantillon de 500 gr n'est pas considérée comme une impureté si un second échantillon en est exempt. La délégation danoise a exprimé certaines craintes concernant ces tolérances. La délégation norvégienne a exprimé de vives préoccupations; la Norvège serait, en effet, exempte d'Avena fatua, et, de ce fait, elle n'admet aucune tolérance. Le Danemark a précisé qu'il utilisait des méthodes de constatation de présence d'Avena fatua différentes. Toutefois, à la connaissance de la Commission, il ne semble pas que ce pays en soit exempt.

La Commission estime difficile de reconnaître une adaptation technique sur ce point. Toutefois, l'objectif de la réglementation vise à améliorer la qualité et la pureté des semences, et dans ce contexte l'absence d'avena fatua sur le territoire d'un pays constitue un progrès non négligeable. La Commission estime dès lors qu'une solution pourrait être trouvée qui s'inspirerait des principes suivants :

Si, après un examen approfondi, il apparaît que le territoire d'un Etat est exempt d'avena fatua et si cette situation risque d'être mise en danger à la suite d'importations de semences en provenance d'autres Etats membres, du fait de la tolérance admise, les dérogations nécessaires pourraient être arrêtées selon la procédure du Comité permanent des semences et plants.

- 9. Les articles 2, paragraphe 2 c), et 23 de la Directive n° 66/402/CEE du Conseil, du 14 juin 1966, concernant la commercialisation des semences de céréales (1);

les articles 2, paragraphe 2 a), et 21 de la Directive n° 66/403/CEE du Conseil, du 14 juin 1966, concernant la commercialisation des plants de pommes de terre (2);

et les articles 2, paragraphe 2 c), et 23 de la Directive n° 69/208/CEE du Conseil, du 30 juin 1969, concernant la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres (3);

- (1) J.O. n° 125/2309 du 11. 7.1966
(2) J.O. n° 125/2320 du 11. 7.1966
(3) J.O. n° L 169/3 du 10. 7.1969

.../...

soulèvent les mêmes questions que celles évoquées respectivement sous les points 4 et 5 du présent rapport. Les mêmes solutions pourraient être retenues pour les directives précitées.

En outre, la directive n° 66/402/CEE soulève également le problème décrit sous le point 8 de ce rapport (*Avena fatua*). Il suscite les mêmes observations.

Directive n° 70/457/CEE du Conseil, du 29 septembre 1970, concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles (1)

-10. Article 3, paragraphe 3

Pour des raisons logiques inhérentes au fonctionnement même du système, la Commission estime qu'une adaptation technique à cet article est nécessaire aux fins de retenir pour les pays candidats la date de l'adhésion là où la date du 1er juillet 1970 était prévue pour les Etats membres de la Communauté actuelle.

-11. Articles 15, 16 et 17

La Commission estime nécessaire une adaptation technique aux articles 15, paragraphe 1, 16 et 17 consistant à retenir pour les pays candidats la date de mise en application de la directive là où la date du 1er juillet 1972 est prévue pour les Etats membres de la Communauté actuelle. En effet, ceux-ci doivent pouvoir disposer du temps nécessaire pour effectuer les examens indispensables permettant d'apprécier si la variété admise dans un des pays candidats est distincte, stable ou suffisamment homogène et le cas échéant mettre en oeuvre la procédure de dérogation prévue aux paragraphes 2 et suivants de l'article 15. La même raison vaut pour les pays candidats à l'égard des variétés admises par la Communauté. Il s'agit là d'un mécanisme d'ensemble dont le point de départ pour les pays candidats doit se situer à la date de mise en application de la directive.

Directive n° 70/458/CEE du Conseil, du 29 septembre 1970 concernant la commercialisation des semences de légumes (2)

(1) J.O. n° L 225/1 du 12.10.1970

(2) J.O. n° L 225/7 du 12.10.1970

-12. Article 2, paragraphe 2

Le problème posé est identique à celui déjà évoqué sous le point 4 du présent rapport. La même solution peut y être appliquée.

-13. Article 9, paragraphe 1

La Commission estime que si logiquement en fonction du système lui-même la date d'adhésion doit être prévue pour les pays candidats là où le 1er juillet 1970 était fixé pour les Etats membres de la Communauté actuelle, le délai de 5 ans nécessaire pour l'expérimentation des variétés selon les critères de la directive doit être rendu applicable aux pays candidats de manière correspondante.

-14. Articles 9, paragraphe 2, 12 paragraphe 1 et 26 paragraphe 2

La Commission estime nécessaire, pour des raisons de logique inhérentes au système lui-même, d'apporter une adaptation technique à ces articles aux fins de retenir pour les pays candidats la date de l'adhésion là où la date du 1er juillet 1970 était prévue pour les Etats membres de la Communauté actuelle.

-15. Article 16, paragraphe 4

Ce problème s'apparente à celui rencontré sous le point 11 du présent rapport (directive concernant le catalogue commun). La Commission estime que pour les raisons inhérentes au fonctionnement du mécanisme lui-même, tant en faveur des pays candidats que des Etats membres de la Communauté actuelle, une adaptation technique doit être apportée aux fins de retenir pour les pays candidats la date de mise en application de la directive là où la date du 1er juillet 1972 est prévue pour les Etats membres de la Communauté actuelle.

-16. A propos de l'annexe II 3 a), la délégation britannique a signalé qu'il est cultivé au Royaume-Uni une variété de betterave rouge pointue appelée "Cheltenham beet" qui est caractérisée par une faculté germinative extrêmement basse se situant en-dessous du standard communautaire. Si cette variété n'est

..../...

pas produite dans la Communauté et si cette production ne peut se poursuivre normalement à cause de la norme communautaire, la Commission estime nécessaire une adaptation technique pour cette variété.

III. OBSERVATIONS CONCERNANT LE SECTEUR DE L'HARMONISATION DE LA LEGISLATION DES DENREES ALIMENTAIRES

Directive du Conseil, du 23 octobre 1962, relative au rapprochement des réglementations des Etats membres concernant les matières colorantes pouvant être employées dans les denrées destinées à l'alimentation humaine (1)

-17. L'article 1er de la directive dispose que ne peuvent être utilisés en vue de la coloration des denrées destinées à l'alimentation humaine que les produits énumérés à l'annexe I. La délégation britannique a fait remarquer à ce sujet que l'on utilise actuellement au Royaume-Uni un nombre important d'autres colorants et souhaite que certains d'entre eux soient admis sur la liste communautaire. Il s'agit essentiellement de produits auxquels ne peuvent se substituer des colorants déjà admis, dont l'emploi dans les denrées alimentaires constitue une exigence technologique et correspond au goût du consommateur. Les produits concernés pour lesquels, selon la délégation britannique, les données toxicologiques sont satisfaisantes sont les suivants :

- violet 6 b
- brun chocolat FB
- brun chocolat HT
- jaune 2 G
- bleu brillant FCF
- bioxyde de titane
- oxyde de fer

.../...

(1) J.O. n° 115/2645 du 11.11.1962.

En ce qui concerne les deux derniers produits, la délégation britannique souhaite pouvoir les utiliser dans la masse alors qu'en vertu des dispositions de la directive leur emploi n'est autorisé qu'en surface. En outre, cette délégation souhaite également l'introduction sur la liste communautaire des produits suivants pour lesquels elle admet cependant que les examens en vue d'une appréciation toxicologique ne sont pas encore achevés :

- orange G
- orange GN
- rouge 2 G
- brun FK.

La délégation irlandaise s'est associée à la demande britannique. Eu égard aux arguments développés ci-dessus d'une part et à l'importance économique que représente cette question pour l'industrie alimentaire britannique d'autre part, la Commission propose au Conseil de commencer dès maintenant, selon une procédure à déterminer, l'examen de ces demandes sous l'angle des deux critères suivants : les recherches scientifiques ont-elles prouvé l'innocuité de ces matières pour la santé, et leur utilisation est-elle nécessaire du point de vue économique. Dans le cas où, avant la date d'adhésion, l'examen se révélerait positif, la Commission estime que l'inscription de ces produits sur la liste communautaire se justifie en tant qu'adaptation technique. Par contre, si l'examen n'a pu être mené à terme avant la date de l'adhésion, les produits concernés pourraient être repris sur une annexe II telle que celle qui a existé au profit des Etats membres actuels, ce qui supposerait la réintroduction d'un article 2 au profit des pays candidats. Dans ce dernier cas, les pays candidats demandeurs pourraient maintenir les dispositions des réglementations nationales existantes concernant les matières colorantes figurant à l'annexe II pendant une période transitoire à l'issue de laquelle leur emploi serait prohibé sauf décision du Conseil, prise avant l'échéance de ce délai, autorisant l'usage du produit au même titre que les colorants de l'annexe I.

-18. A propos de l'obligation prévue à l'article 1er d'autoriser les colorants

.../...

énumérés sur la liste de l'annexe I, les délégations britannique, irlandaise et norvégienne ont souligné l'absence de données toxicologiques satisfaisantes pour les quatre produits suivants figurant actuellement sur la liste communautaire :

- E 103 Chrysoïnes S
- E 111 Orange GGN
- E 125 Ecarlate GN
- E 126 Ponceau 6 R

La Commission n'a pu fournir de réponse satisfaisante à ce propos en l'état actuel de la méthodologie scientifique. Elle tient à souligner que cette question a déjà préoccupé la Commission Scientifique à plusieurs reprises, que le Conseil n'a pas retenu les quatre colorants en cause parmi les colorants admis pour la coloration des produits pharmaceutiques. Cette situation pose, de l'avis de la Commission, un problème tout particulier pour la Communauté, qu'elle examine actuellement aux fins de soumettre au Conseil les propositions nécessaires dans les plus brefs délais.

La délégation norvégienne a en outre émis des doutes sur les deux produits suivants :

- E 120 Cochenille, acide carminique
- E 121 Orseille orcéine.

La Commission approfondit également cet aspect de la question.

-19. Un problème identique à celui évoqué sous le point 17 se pose à l'article 6 qui énumère les solvants autorisés pour étendre ou dissoudre les matières colorantes dont l'emploi est permis selon la directive. La délégation britannique souhaite élargir cette liste par l'adjonction de certains produits utilisés présentement en Grande-Bretagne dans l'industrie et dont la substitution se révèle impossible à son avis. La demande britannique porte sur les solvants suivants :

.../...

- Acétate éthyle
- Esther diéthyle
- Mono-acétate de glycerol
- Di-acétate de glycérol
- tri-acétate de glycerol
- alcool iso-propylène
- glycol de propylène
- acide acétique
- hydroxide de sodium
- hydroxide d'ammonium.

En ce qui concerne les trois derniers produits, leur utilité se justifierait essentiellement en vue de l'emploi de l'acide carminique autorisé comme colorant.

La Commission estime que la solution exposée ci-dessus au point 17 pour les colorants pourrait être étendue aux solvants.

-20. La délégation britannique a soulevé la question de la langue du libellé de l'étiquette qui doit figurer sur les emballages des colorants. En effet, l'article 9 paragraphe 1 de la directive prévoit la rédaction du libellé de l'étiquette dans deux langues officielles de la Communauté, l'une d'origine germanique, l'autre d'origine latine. Il apparaît à la Commission que la règle actuelle est d'un emploi difficile au sein d'une Communauté élargie et elle estime nécessaire une adaptation technique sur ce point.

-21. A propos du même article 9 paragraphe 1 b) de cette directive, la délégation britannique souhaite pouvoir prescrire, au stade du commerce de détail, l'obligation de préciser sur l'étiquette, outre le numéro du produit, le nom du produit afin de pouvoir répondre aux exigences du consommateur. La Commission estime qu'il résulte de l'article 9 paragraphe 2 de la directive colorants, à la différence des autres directives contenant une disposition similaire, que l'obligation d'acheter le produit s'il répond aux exigences de l'article 9 paragraphe 1 ne vaut qu'au stade de l'importation mais non à celui du commerce de détail.

.../...

-22. L'article 12, paragraphe 1, première phrase, prévoit un délai d'un an d'application pour les Etats membres en vue de mettre leur législation nationale en conformité avec les dispositions de la directive. Ce délai relève du problème général de la mise en application des textes. Par contre, la deuxième phrase de l'article 12 paragraphe 1 prévoit un délai en vue de l'écoulement, dans le commerce, des stocks de produits non conformes à la réglementation prévue par la directive. Ce délai a été d'un an après l'application de la directive pour les Etats membres, il apparaît techniquement nécessaire pour les pays candidats. La Commission estime nécessaire une adaptation technique en vue de prévoir un délai après l'application de la directive par la modification des législations nationales, en vue de permettre l'écoulement des stocks. A cet effet, une durée d'un an apparaît raisonnable.

Toutefois, la délégation britannique souhaite que ce délai d'un an soit porté à 18 mois. Elle a invoqué à cet égard le fait que les Etats membres ont bénéficié au total d'une durée de deux ans pour l'écoulement de leurs stocks, soit un an pour l'application de la directive sous forme de modification de la législation et un an pour l'application aux produits mis dans le commerce. Elle a souligné la situation particulière du marché britannique qui se caractérise par la présence de nombreuses matières colorantes non admises dans la Communauté dont il faudra pour des raisons économiques évidentes liquider les stocks. Elle a, en outre, souligné l'importance des efforts de recherche qui devront être accomplis en vue de s'adapter à la nouvelle situation. Pour cet ensemble de raisons technologiques, la délégation britannique, soutenue par la délégation irlandaise, estime nécessaire de disposer au total d'un délai de deux ans, soit 6 mois pour l'application de la directive par la modification des législations nationales et 18 mois pour l'application aux produits mis dans le commerce.

.../...

Directive n° 64/54/CEE du Conseil, du 5 novembre 1963, relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine (1)

-23. En vertu de l'article 3, les Etats membres n'autorisent la fumaison de certaines denrées alimentaires qu'au moyen de la fumée produite à partir de bois ou de végétaux ligneux. Les délégations des pays candidats souhaitent que soit autorisé également le procédé de fumaison au moyen d'une solution aqueuse dont l'usage n'est pas admis par la directive.

En outre, la délégation britannique a demandé l'inscription du p-hydroxybenzoate de méthyle, parmi les produits autorisés par la directive. Ce produit est utilisé couramment par l'industrie britannique depuis de nombreuses années, et ses données toxicologiques seraient équivalentes à celles du p-hydroxybenzoate d'éthyle et de propyle qui figurent sur la liste.

Pour ces deux demandes, la Commission estime que la solution exposée au point 17 pour les colorants, devrait être retenue.

-23bis. L'article 9, paragraphe 1 soulève le même problème que celui évoqué sous le point 20 de ce rapport. Dans le cas présent, la Commission estime également nécessaire une adaptation technique sur ce point.

-24. L'article 11 soulève les mêmes problèmes que ceux rencontrés en matière de délais d'application de la directive colorants (voir point 22 du présent rapport). La même solution pourrait être retenue dans le cas présent.

Directive n° 70/357/CEE du Conseil, du 13 juillet 1970, relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les substances ayant des effets antioxygènes et pouvant être employées dans les denrées destinées à l'alimentation humaine (2)

-25. L'article 1 de cette directive précise que ne peuvent être utilisées que les substances énumérées à l'annexe parties I et II, éventuellement dissoutes ou étendues dans les substances énumérées à l'annexe partie IV.

La délégation britannique souhaite l'adjonction à la liste des agents

(1) J.O. n° 12/161 du 27.1.1964
(2) J.O. n° L 157/31 du 18.7.1970

antioxygènes énumérés à l'annexe, partie I, du gallate de propyle et de l'étoxyquin. Ce dernier produit est utilisé pour le traitement, après récolte, de certains fruits tels que pommes et poires, afin d'éviter le "scald" ou dégradation physiologique de ces produits.

En outre, en ce qui concerne la partie III de l'annexe, elle demande que l'on admette comme "substances pouvant renforcer l'action antioxygène d'autres substances" également les produits suivants :

- sel acide de sodium de l'acide pyrophosphorique
- pyrophosphate de sodium
- pyrophosphate de potassium
- pyrophosphate de calcium
- tripolyphosphate de sodium
- polymetaphosphate de potassium
- metaphosphate de sodium.

En ce qui la concerne, la délégation britannique affirme que leurs effets sont similaires à ceux résultant de l'emploi des orthophosphates de sodium, de potassium et de calcium, produits qui, pour leur part, ont été repris dans cette partie de l'annexe.

La Commission estime que pour ces deux problèmes la solution exposée pour la directive colorants au point 17 devrait être retenue. Toutefois, en ce qui concerne le gallate de propyle, l'examen devant déjà se faire au sein de la Communauté puisque ce produit figure à l'article 2 de la directive, une adaptation technique ne s'avère pas nécessaire.

-26. Article 2 : La Commission estime qu'il n'est pas nécessaire de prolonger au profit des pays candidats le délai prévu à cet article au-delà du terme prévu en vertu de la directive à savoir 3 ans à compter de la notification aux Etats membres (13.7.1973)

-26bis. L'article 8, paragraphe 1, soulève le même problème que celui évoqué sous le point 20 de ce rapport. Dans le cas présent, la Commission estime également nécessaire une adaptation technique sur ce point.

-27. Article 11 : les délais dont question dans cet article soulèvent les mêmes problèmes que ceux exposés sous le point 22 de ce rapport. La Commission estime que la même solution devrait être retenue.

.../...

IV. OBSERVATIONS CONCERNANT LE SECTEUR DE L'HARMONISATION DE LA LEGISLATION DES ALIMENTS DES ANIMAUX

Directive n° 70/524/CEE du Conseil, du 23 novembre 1970, concernant les additifs dans les aliments des animaux (1)

-28. L'ensemble des délégations marquent leur accord avec les buts assignés à la directive et plus particulièrement avec le fait que les aliments des animaux ne doivent pas avoir un effet défavorable sur la santé animale et humaine et ne pas porter préjudice au consommateur des produits animaux. A cet égard, la délégation britannique, appuyée par les délégations irlandaise et norvégienne, souligne qu'après avoir recueilli l'avis d'une commission d'experts scientifiques, le Gouvernement britannique a interdit l'utilisation de certains produits figurant à l'annexe I, à savoir la plupart des antibiotiques classés sous les n° E 701 à E 710 et spécialement les pénicillines et les tétracyclines, dans les aliments des animaux. Cette interdiction vaut pour l'usage en tant qu'élément d'alimentation, mais non pour l'usage, sur prescription vétérinaire, dans un but thérapeutique; elle se justifie par la crainte de la résistance créée chez les animaux par l'utilisation de ces produits dans les aliments des animaux, résistance qui peut se transmettre aux humains, rendant ainsi inefficace pour ces derniers une thérapeutique à base de ces antibiotiques.

Dans le cas de la Norvège, la législation sera modifiée en ce sens dès le mois de juillet de cette année.

La Commission a indiqué à cet égard, que la directive correspondait à l'état des informations au moment de son adoption, mais que l'évolution en ce domaine est rapide et que les annexes font l'objet d'une étude permanente en fonction de cette évolution. La Commission estime possible d'apporter une solution sur ce point, par la voie de mesures transitoires, ce qui conduirait les pays candidats à adopter la directive en son état à l'issue de la transition accordée, mais laisserait à la Communauté un délai raisonnable pour étudier de façon approfondie, la situation.

.../...

(1) J.O. n° L 270/1 du 14.12.1970

- 29. Article 4, paragraphe 1 a) et b) : La Commission note que les délais visés à cet article s'étendent jusqu'au 23 novembre 1975 et seront donc applicables aux pays candidats, si la date d'adhésion se situe dès 1973.

V. OBSERVATIONS CONCERNANT LE SECTEUR DE L'HARMONISATION DE LA LEGISLATION FORESTIERE

Directive n° 66/404/CEE du Conseil, du 14 juin 1966 concernant la commercialisation des matériels forestiers de reproduction (1)

- 30. Article 13, paragraphe 4

Etant donné que les dates prévues à l'article 18, paragraphe 1 sont écoulées, les pays candidats ne bénéficient pas du délai de deux ans inscrit à l'article 13, paragraphe 4. La Commission n'estime pas nécessaire une adaptation technique sur ce point.

- 31. Article 18, paragraphe 1

Cette disposition vise le problème général d'application des directives pour les pays candidats. Il ne paraît pas nécessaire, à cet égard, de prévoir une application distincte selon les espèces.

- 32. Article 18, paragraphes 2 et 3 :

La Commission estime techniquement nécessaire qu'un délai de 2 et 4 ans après la mise en application de la directive, soit également prévu au profit des pays candidats. En effet, il s'agit de délais nécessaires sur le plan biologique, pour la production des semences et plants en cause. Sur ce point une adaptation technique s'impose.

VI. OBSERVATIONS CONCERNANT LE SECTEUR DE L'HARMONISATION DE LA LEGISLATION VETERINAIRE

- 33. L'examen des actes de ce secteur a soulevé un certain nombre de problèmes importants résultant essentiellement d'une diversité de situations et de méthodes appliquées. La Communauté a déjà pu prendre connaissance des positions irlandaise et norvégienne au sujet de la situation vétérinaire dans ces pays, par les deux memodandums remis à la Conférence.

.../...

(1) J.O. n° 125/2326 du 11. 7.1966

En outre, la délégation britannique a évoqué ces problèmes lors de la 19ème session de la Conférence des suppléants. Les positions des différentes délégations ont été précisées par rapport aux textes lors de l'examen de la législation communautaire en vue de déterminer les adaptations techniques nécessaires. Aussi, exceptionnellement, ce rapport reprend-il l'ensemble des questions qui se posent dans ce secteur en vue de faciliter les discussions.

De façon générale, les délégations des pays candidats font ressortir le caractère favorable de l'état sanitaire de leur cheptel, dû à la mise en oeuvre de mesures rigoureuses d'éradication sur le plan interne et de contrôle ou d'interdiction sur le plan externe.

Il est à noter que, dans certains cas, ces contrôles et interdictions s'exercent même à l'intérieur d'un pays, le Royaume-Uni, dans les relations entre deux îles ou parties d'île (1).

Leurs demandes s'orientent donc vers le maintien de ces mesures de contrôle et d'interdiction, en vue de sauvegarder l'état de leur cheptel.

Si la Commission reconnaît la situation privilégiée de trois pays candidats en ce qui concerne la fièvre aphteuse, elle n'estime pas que la même appréciation puisse être apportée en ce qui concerne d'autres maladies, en particulier la tuberculose et la brucellose pour les bovins. Il convient donc d'examiner chaque cas en fonction des données d'espèce.

Les principaux problèmes soulevés se réfèrent à la directive relative aux échanges d'animaux vivants.

Etant donné l'importance et la nature des questions soulevées, la Commission estime que, sous réserve de quelques adaptations d'ordre essentiellement linguistique, elles dépassent le cadre de l'adaptation technique.

.../...

(1) A cet égard, le Royaume-Uni, qui admet un certain cloisonnement vétérinaire entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, s'est associé en ce qui concerne l'Irlande du Nord, aux demandes présentées par la délégation irlandaise en matière vétérinaire

Directive n° 64/432/CEE du Conseil, du 26 juin 1964, relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires d'animaux des espèces bovine et porcine (1)

-34. Article 3, paragraphes 1 et 3

a). Il ressort de ces dispositions, sous réserve de l'article 7, que ne peuvent faire l'objet d'échanges intracommunautaires que les animaux qui, s'ils sont âgés de plus de 4 mois, ont été vaccinés contre la fièvre aphteuse. A cet égard, les délégations britannique, irlandaise et norvégienne signalent que la vaccination contre cette maladie n'est pas autorisée selon leur législation nationale. En effet, les pays en cause sont indemnes de la maladie; ce résultat a été obtenu par l'abattage systématique des animaux contaminés et non par un système de vaccination généralisée. Selon ces pays, l'importation d'animaux vaccinés présente un danger grave d'introduction du virus sur le territoire du pays importateur. L'éradication complète de la maladie, sans vaccination prophylactique, serait le but à atteindre. Les délégations concernées estiment, en conséquence, que le respect des dispositions de la directive représenterait un recul par rapport au niveau déjà atteint dans leur pays. De plus, l'obligation de vaccination de l'ensemble des cheptels entraînerait des frais considérables.

Ces délégations souhaitent donc pouvoir maintenir l'interdiction d'importation d'animaux vaccinés, ce qui est contraire à la directive qui prévoit précisément l'obligation de vaccination. Sur le plan pratique, cette demande a pour conséquence que, en l'état sanitaire actuel du cheptel de la Communauté à Six, les exportations d'animaux vivants adultes de l'espèce bovine à partir des Etats membres de la Communauté actuelle vers les trois pays en cause seraient rendues très difficiles.

La Commission estime que les arguments présentés doivent faire l'objet d'un examen approfondi. Dans le cas où il serait établi que l'importation d'animaux vaccinés peut présenter un danger pour les animaux non vaccinés, elle estime qu'une solution devrait être recherchée, dont les éléments sont formulés sous c).

.../...

(1) J.O. n° 121/64 du 29.7.1964.

b) Un autre aspect du problème est celui des importations en provenance de pays ne pratiquant pas la vaccination - à savoir les échanges entre trois des pays candidats, et les importations en provenance de ces pays dans les autres pays de la Communauté élargie. -

A cet égard, l'article 7 dans sa rédaction actuelle apporte une certaine solution, puisqu'il permet, sous certaines conditions, l'importation de bovins non vaccinés.

La délégation irlandaise avait demandé dans son mémorandum, de bénéficier de droit de cette dérogation. Elle a nuancé cette position en déclarant qu'elle considérerait que la dérogation prévue à l'article 7 lui serait accordée automatiquement pour ses exportations; L'article 7 prévoit une faculté de l'Etat membre importateur.

c) Pour résoudre ces problèmes, la Commission pense qu'une solution pourrait être recherchée dans une adaptation de l'article 7 selon les orientations suivantes :

- pour les importations dans les pays indemnes ne pratiquant pas la vaccination (les trois pays candidats), en provenance des autres Etats membres de la Communauté élargie, et pour les échanges entre eux, l'obligation de ne pas restreindre les importations d'animaux répondant aux conditions prévues à l'article 7 paragraphe 1 A étant précisé que ce paragraphe devrait être modifié en vue d'inclure non seulement le cas de pays entiers exempts de fièvre aphteuse mais de zones;
- pour les importations dans les pays non indemnes de fièvre aphteuse en provenance des pays précités, obligation de ne pas restreindre les importations d'animaux répondant aux conditions prévues à l'article 7 paragraphe 1A;
- toutefois, ces dispositions pourraient être différentes selon qu'il s'agit d'animaux d'élevage ou de boucherie.

.../...

-35. Article 3, paragraphes 1, 2 et 3 et article 4 paragraphe 1

La délégation irlandaise a fait remarquer que les échanges entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord sont nombreux et fréquents. Etant donné la situation vétérinaire qui caractérise l'ensemble de l'île, les contrôles ou autres exigences spéciales lors des échanges ont été réduits au minimum. L'Irlande souhaite pouvoir bénéficier du statu quo dans ce domaine et par conséquent pouvoir déroger aux dispositions prévoyant les conditions de séjour du bétail dans l'exploitation et dans le pays exportateur, la séparation entre le bétail de rente ou d'élevage et celui destiné à l'abattage ainsi que les exigences de contrôle concernant les marchés sur lesquels les animaux sont achetés et en ce qui concerne les tests exigés en matière de tuberculose et de brucellose.

Le Royaume-Uni s'est associé à cette demande, qui porte sur les échanges dans les deux sens de la frontière.

Sur ce point, il paraît à la Commission que la situation de fait et géographique existante pourrait justifier le statu-quo - qui va dans le sens d'une plus grande libéralisation des échanges. Ces principes qui - pour une situation de droit existante - ont également inspiré l'article 233 du Traité, devraient permettre de résoudre cette question.

-36. Article 3, paragraphes 2 c), 7 et 8

La délégation irlandaise souhaite l'abolition du délai de 30 jours prévu pour les animaux d'élevage et de rente, ce qui permettrait qu'aucune différence ne soit établie entre les animaux de rente et d'élevage et les animaux de boucherie. En Irlande, en effet, les prescriptions vétérinaires sont identiques pour ces deux catégories d'animaux et sont suffisantes pour rendre inutile la prescription du délai de 30 jours.

Une autre délégation avait, au contraire, demandé que le délai de 30 jours soit étendu aux deux catégories d'animaux. La délégation de la

.../...

Commission ayant répondu que le risque de contagion est limité du fait de l'obligation d'abattage des animaux de boucherie dans les 72 heures et compte tenu de la séparation prévue entre les deux catégories d'animaux, cette délégation n'a pas insisté sur sa demande.

Il ne paraît pas nécessaire à la Commission de modifier la réglementation communautaire en la matière.

-37. Article 6 paragraphe 3

Cette disposition de la directive prévoit la possibilité pour un Etat membre d'interdire l'introduction sur son territoire d'animaux qui sont atteints, suspects d'être atteints ou contaminés d'une maladie contagieuse après un examen pratiqué au poste frontière par un vétérinaire officiel. L'ensemble des pays candidats, déclarant jouir d'une situation privilégiée en ce qui concerne l'état sanitaire de leur cheptel, estiment un simple examen à la frontière insuffisant pour pouvoir détecter pour tous les cas certaines maladies. A ce sujet, la Grande-Bretagne demande une mise en quarantaine pour la détection de la leptospirose dans le cas où l'examen n'a pas été fait dans le pays exportateur. Pour d'autres maladies, la certitude que l'animal importé provienne de zones indemnes - ce qui exige la mise en oeuvre de tests particuliers pour la leucose et l'exercice d'un contrôle rigoureux dans le cas de la peste porcine - devrait suffire. L'Irlande désire, d'après son mémorandum, maintenir une interdiction totale d'importation sauf en provenance l'Irlande du Nord et à l'exclusion de certains animaux de reproduction de premier ordre nécessaires à l'amélioration du cheptel irlandais. L'importation de tels bovins et porcs ne serait pourtant admise que sous réserve de présentation de certificats sanitaires, d'une homologation des animaux reproducteurs et de l'application d'une quarantaine. En ce qui concerne la tuberculose et la brucellose les tests appliqués sont similaires à ceux prescrits par la directive. Au Danemark, l'importation d'animaux est soumise à la présentation du certificat attestant que l'animal provient d'une zone indemne de tuberculose et de brucellose; de plus, il est exigé une période de 2 à 3 semaines de quarantaine officielle suivie d'une quarantaine privée sous contrôle des autorités vétérinaires.

.../...

Pendant ces périodes, l'animal subit certains tests spécifiés par les conditions d'importation et portant notamment sur la leucose. En ce qui concerne cette dernière maladie, des tests de laboratoire sont nécessaires, ce qui implique des examens prolongés. Il est à noter que le Danemark en ce qui concerne les bovins limite sa demande aux animaux destinés à l'élevage.

La Norvège, enfin, souhaite continuer à appliquer un régime d'interdiction à l'importation sauf autorisation spéciale du département vétérinaire. Cette autorisation est subordonnée à l'existence de conditions sanitaires comparables dans le pays d'origine; de plus, les animaux doivent avoir subi des tests relatifs à certaines maladies telles que la fièvre aphteuse, la tuberculose, la brucellose, la maladie de John, la leucose, la leptospirose, et être accompagnés d'un certificat confirmant qu'ils proviennent de zones indemnes de ces maladies. Après leur arrivée en Norvège, les animaux seraient placés en quarantaine dont la durée dépendrait de la situation vétérinaire du pays exportateur.

Sur l'ensemble de ces problèmes, il n'est pas possible à la Commission de prendre position définitivement au stade actuel. En effet, elle n'est pas en mesure de vérifier les données fournies par les pays candidats sur l'état de leurs cheptels. Elle devrait à cet égard se livrer à une étude approfondie sur les méthodes de dépistage et de lutte appliquées et disposer de données suffisantes concernant l'état sanitaire du bétail des pays en cause.

Toutefois, il est dès à présent clair que, même si des solutions doivent être recherchées, celles-ci ne peuvent consister en des interdictions absolues d'importation.

.../...

-38. Article 7, 1, c

La délégation irlandaise demande que les exportations d'Irlande vers le Royaume-Uni de bovins de boucherie ou d'élevage (principalement de boeufs) soient exemptées des tests relatifs à la brucellose, afin de permettre la continuation de l'accord actuel.

La Commission estime que les raisons justifiant l'exemption prévue au point 35 ne se retrouvent pas dans ce cas, s'agissant notamment d'une mesure unilatérale que ne paraît pas justifier l'état sanitaire du cheptel irlandais en la matière.

Si une solution doit être recherchée, elle devrait consister en une mesure transitoire, donnant aux pays candidats importateurs la possibilité de déroger sous certaines conditions et de façon non discriminatoire, aux règles prévues pour la brucellose.

-39. Article 9, paragraphe 1

Cette disposition permet à un Etat membre de prendre certaines mesures de protection de son cheptel en cas d'apparition ou d'extension d'une maladie épizootique dans un autre Etat membre. L'ensemble des délégations des pays candidats estiment ces mesures insuffisantes. En cas d'apparition de la peste porcine, le Danemark, par exemple, souhaite pouvoir interdire toute importation d'animaux provenant de l'Etat membre où les cas se sont manifestés pendant une période de 12 mois après l'extinction du dernier foyer et si, après la disparition de la maladie, un nouveau cas se présentait, toute importation serait à nouveau interdite pendant 6 mois. Les autres délégations ont pris des positions plus ou moins strictes par rapport aux dispositions de cet article, la position de la délégation britannique apparaissant toutefois plus souple.

La Commission estime qu'une interprétation même large de cette disposition de la directive ne pourrait justifier des mesures aussi systématiques que celles envisagées par le Danemark. Elle a précisé que les mesures doivent être prises cas par cas en tenant compte de critères objectifs, tout en soulignant que l'état sanitaire du cheptel du pays importateur figure parmi les critères objectifs à prendre en considération. De ce fait, la Commission n'aperçoit pas la nécessité d'une modification de la directive.

.../...

-40. L'annexe A de la directive soulève la question de l'équivalence des méthodes. En effet, toutes les délégations des pays candidats soulignent qu'elles utilisent des méthodes différentes de celles décrites dans la directive pour déclarer un cheptel officiellement indemne de tuberculose ou de brucellose. A cet égard, elles estiment que les méthodes qu'elles utilisent sont plus spécifiques. Dans l'ensemble, les délégations souhaitent pouvoir maintenir les tests pratiqués actuellement dans leur pays pour pouvoir déclarer un cheptel officiellement indemne au sens de la directive tout en se conformant à la réglementation communautaire en ce qui concerne les tests que doivent subir les animaux faisant l'objet d'échanges intracommunautaires. La délégation danoise toutefois, estime insuffisante la méthode communautaire de tests relatifs à la brucellose en ce qui concerne les animaux d'élevage importés au Danemark.

La Commission, tout en admettant la possibilité que les deux méthodes puissent aboutir aux mêmes résultats, estime que la reconnaissance du principe de l'équivalence mettrait en cause celui de l'unicité de la méthode, recherché dans le cadre de la directive. La solution pourrait être trouvée dans le cadre d'une mesure transitoire, conduisant les pays candidats à recourir pour le bétail exporté au test communautaire pour l'animal lui-même, à leurs tests propres en ce qui concerne la qualification d'un cheptel. Cette période laisserait le temps à la Communauté d'étudier les méthodes et, le cas échéant, de modifier la directive si cela s'avérait nécessaire.

-41. L'annexe B 4 énumère les trois souches à partir desquelles doivent être préparées les tuberculines. Au Danemark est utilisée exclusivement l'alttuberculine appelée aussi Koch' tuberculine. Ce produit diffère du standard communautaire mais la méthode d'injection et les résultats seraient identiques. La délégation danoise ne demande pas d'adaptation technique en la matière mais se contenterait d'une période transitoire en vue de permettre la conversion de ses fabrications. La Commission estime qu'une telle demande peut être prise en considération.

.../...

Directive n° 64/433/CEE du Conseil, du 26 juin 1964, relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges intracommunautaires de viandes fraîches (1)

Article 8

-42. Bien que certaines délégations aient évoqué leurs inquiétudes au sujet de l'application de l'article 8 (le problème est le même en principe que celui posé par l'article 9 de la directive 64/432; sous le point 39), seule la délégation irlandaise souhaitant le maintien de sa réglementation actuelle, s'est référée au mémorandum déposé (interdiction d'importation) alors que la délégation danoise se réservait de porter la question en conférence.

La Commission prend la même position que sous le point 39.

-43. Annexe : point 23

La délégation danoise a soulevé le problème d'une découpe de porc à bacon (porc léger), qui consiste à enlever la colonne vertébrale dès l'abattage, empêchant que le contrôle vétérinaire puisse être effectué conformément à la directive. Cette pratique est justifiée pour des raisons de mécanisation de la fabrication du bacon.

La question n'est pas importante en elle-même pour l'exportation de la viande, celle-ci se faisant sous forme de bacon auquel ne s'applique pas la directive, mais elle se pose du fait de l'obligation de conformité aux normes vétérinaires de la viande présentée à l'intervention.

La Commission ayant estimé ne pas pouvoir conclure à une adaptation technique, la délégation danoise s'est réservée de soumettre la question à la Conférence.

(1) J.O. n° 121/2012 du 29.7.1964

PREMIERE PARTIE : LEGISLATION DES SEMENCES ET PLANTS
=====

ANNEXE I : LISTE DES ACTES NE NECESSITANT PAS D'ADAPTATIONS TECHNIQUES

- Décision (CEE) n° 66/399 du Conseil, du 14 juin 1966, portant institution d'un Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers

J.O. n° 125/2289 du 11. 6.1966

- Directive (CEE) n° 68/193 du Conseil, du 9 avril 1968, concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne

J.O. n° L 93/15 du 17. 4.1968

Une adaptation institutionnelle doit être apportée à l'article 17, paragraphe 3 de cette directive (pondération des voix au sein du Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers)

.../...

ANNEXE II : LISTE DES ACTES NECESSITANT DES ADAPTATIONS TECHNIQUES DEJA
PRECISEES

- Directive (CEE) n° 66/400 du Conseil, du 14 juin 1966, concernant la commercialisation des semences de betteraves

J.O. n° 125/2290 du 11 juillet 1966

modifiée par :

- Directive (CEE) n° 69/61 du Conseil du 18 février 1969

J.O. n° L 48/4 du 26 février 1969

- a) A propos de l'article 2, paragraphe 2, une adaptation technique doit être apportée afin que la période transitoire qui y est prévue soit rendue applicable au profit des nouveaux Etats membres à partir de la date de mise en application de la directive sur leur territoire.
- b) Une adaptation institutionnelle doit être apportée à l'article 21, paragraphe 3 (pondération des voix au sein du Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers).

- Directive (CEE) n° 66/401 du Conseil, du 14 juin 1966, concernant la commercialisation des semences de plantes fourragères

J.O. n° 125/2298 du 11 juillet 1966

modifiée par :

- Directive (CEE) n° 69/63 du Conseil du 18 février 1969

J.O. n° L 48/8 du 26 février 1969

- a) Une adaptation technique doit être apportée à propos de l'article 2 par.2, afin que la période transitoire qui y est prévue soit rendue applicable au profit des nouveaux Etats membres à partir de la date de mise en application de la directive sur leur territoire.
- b) Une adaptation institutionnelle doit être apportée à l'article 21, paragraphe 3 (pondération des voix au sein du Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers).

.../...

- Directive (CEE) n° 66/402 du Conseil, du 14 juin 1966, concernant la commercialisation des semences de céréales

J.O. n° 125/2309 du 11 juillet 1966

modifiée par :

- Directive (CEE) n° 69/60 du Conseil du 18 février 1969

J.O. n° 48/1 du 26 février 1969

- a) Une adaptation technique doit être apportée à propos de l'art. 2, paragraphe 2 c), afin que la période transitoire qui y est prévue soit rendue applicable au profit des nouveaux Etats membres à partir de la date de mise en application de la directive sur leur territoire.
- b) Une adaptation institutionnelle doit être apportée à l'article 21, paragraphe 3 (pondération des voix au sein du Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers).

- Directive (CEE) n° 66/403 du Conseil, du 14 juin 1966, concernant la commercialisation des plants de pommes de terre

J.O. n° 125/2320 du 11 juillet 1966

modifiée par :

- Directive (CEE) n° 69/62 du 18 février 1969

J.O. n° L 48/7 du 26 février 1969

- a) Une adaptation technique doit être apportée à propos de l'art. 2, paragraphe 2 a), afin que la période transitoire qui y est prévue soit rendue applicable au profit des nouveaux Etats membres à partir de la date de mise en application de la directive sur leur territoire.
- b) Une adaptation institutionnelle doit être apportée à l'article 19, paragraphe 3 (pondération des voix au sein du Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers).

.../...

- Directive (CEE) n° 69/208 du Conseil, du 30 juin 1969, concernant la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres

J.O. n° L 169/3 du 10 juillet 1969

- a) Une adaptation technique doit être apportée à propos de l'art. 2 paragraphe 2, a), afin que la période transitoire qui y est prévue soit rendue applicable au profit des nouveaux Etats membres à partir de la date de mise en application de la directive sur leur territoire.
- b) Une adaptation institutionnelle doit être apportée à l'article 20, paragraphe 3 (pondération des voix au sein du Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers).

- Directive (CEE) n° 70/457 du 29 septembre 1970, concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles

J.O. n° L 225/1 du 12 octobre 1970

- a) Une adaptation technique doit être apportée à propos de l'art. 3, paragraphe 3, afin de retenir au profit des nouveaux Etats membres la date d'adhésion en lieu et place de la date du 1er juillet 1970.
- b) Une adaptation technique doit être apportée à propos de l'art. 15, paragraphe 1, ainsi qu'aux articles 16 et 17 afin de retenir au profit des nouveaux Etats membres la date de mise en application de la directive en lieu et place de la date du 1er juillet 1972.
- c) Une adaptation institutionnelle doit être apportée à l'article 23, paragraphe 3 (pondération des voix au sein du Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers).

- Directive (CEE) n° 70/458 du Conseil, du 29 septembre 1970, concernant la commercialisation des semences de légumes

J.O. n° L 225/7 du 12 octobre 1970

- a) Une adaptation technique doit être apportée à propos de l'art. 2, paragraphe 2, afin que la période transitoire qui y est prévue soit rendue applicable au profit des nouveaux Etats membres à partir de la date de mise en application de la directive sur leur territoire.
- b) Une adaptation technique doit être apportée à propos de l'art. 9, paragraphe 1, afin de retenir au profit des nouveaux Etats membres la date d'adhésion en lieu et place de la date du 1er juillet 1970 et de retenir dans les mêmes conditions une date d'expiration de ce délai cinq ans plus tard.

.../...

- c) Une adaptation technique doit être apportée à propos de l'art.16, paragraphe 4 afin de retenir au profit des nouveaux Etats membres la date de mise en application de la directive en lieu et place de la date du 1er juillet 1972.
- d) Une adaptation institutionnelle doit être apportée à l'article 40, paragraphe 3 (Pondération des voix au sein du Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et fruitiers).
- e) Une adaptation technique doit être apportée à l'annexe II, 3, a) en ajoutant après "Asparagus officinalis" une nouvelle ligne formulée comme suit : "Beta vulgaris (espèce Cheltenham beet) 97 - 0,5 - 50 (glomérules)" et en modifiant à la ligne suivante : "Beta vulgaris (toutes les espèces)" en "Beta vulgaris (autres espèces)".

DEUXIEME PARTIE : LEGISLATION DES DENREES ALIMENTAIRES

ANNEXE I : LISTE DES ACTES NE NECESSITANT PAS D'ADAPTATIONS TECHNIQUES

- Directive (CEE) n° 65/66 du Conseil, du 26 janvier 1965, portant établissement des critères de pureté spécifiques pour les agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine

J.O. n° 22/22 du 9 février 1965

modifiée par :

- Directive (CEE) n° 67/428 du Conseil du 27 juin 1967

J.O. n° 148/10 du 11 juillet 1967

- Directive (CEE) n° 67/427 du Conseil, du 27 juin 1967, relative à l'emploi de certains agents conservateurs pour le traitement en surface des agrumes ainsi qu'aux mesures de contrôle pour la recherche et le dosage des agents conservateurs dans et sur les agrumes

J.O. n° 148/1 du 11 juillet 1967

- Directive (CEE) n° 69/414 du Conseil, du 13 novembre 1969, instituant un Comité permanent des denrées alimentaires

J.O. n° L 291/10 du 19 novembre 1969

.../...

100

100

100

ANNEXE III

LISTE DES ACTES NECESSITANT DES ADAPTATIONS TECHNIQUES NON ENCORE FORMULEES

- Directive du Conseil, du 23 octobre 1962, relative au rapprochement des réglementations des Etats membres concernant les matières colorantes pouvant être employées dans les denrées destinées à l'alimentation humaine

J.O. n° 115/2645 du 11 novembre 1962

modifiée par :

- Directive (CEE) n° 65/469 du Conseil du 25 octobre 1965

J.O. n° 178/2793 du 26 octobre 1965

- Directive (CEE) n° 67/653 du Conseil du 24 octobre 1967

J.O. n° 263/4 du 30 octobre 1967

- Directive (CEE) n° 68/419 du Conseil du 20 décembre 1968

J.O. n° L 309/24 du 24 décembre 1968

- Directive (CEE) n° 70/358 du Conseil du 13 juillet 1970

J.O. n° L 157/36 du 18 juillet 1970

- a) Il y aura éventuellement lieu d'apporter une adaptation technique à la liste des colorants figurant à l'annexe I de cette directive lorsqu'une position définitive aura été prise sur la demande d'inclusion des produits suivants :

- violet 6 b
- brun chocolat FB
- brun chocolat HT
- jaune 2 G
- bleu brillant FCF
- bioxyde de titane
- oxyde de fer
- orange G
- orange GN
- rouge 2 G
- brun FK

- b) Le cas échéant, une adaptation technique devra être apportée à la liste des solvants prévue à l'article 6 lorsqu'une position définitive aura été prise sur la demande d'inclusion des produits suivants :

- acétate d'éthyle
- ester de diéthyle
- mono-acétate de glycerol
- di-acétate de glycerol
- tri-acétate de glycerol
- alcool iso-propylique
- propylène glycol
- acide acétique
- hydroxyde de sodium
- hydroxyde d'ammonium

.../...

- c) L'adaptation technique suivante doit être apportée à l'article 9, paragraphe 2, qui devrait être rédigé comme suit :

"2. Si les inscriptions prévues au paragraphe 1 figurent sur les emballages ou récipients, les Etats membres ne peuvent refuser l'importation de matières colorantes énumérées à l'annexe I pour la seule raison qu'ils considèrent l'étiquetage comme insuffisant. Toutefois, tout Etat membre destinataire peut exiger que la mention prévue au paragraphe 1, alinéa c) soit rédigée dans une de ses langues officielles."

- d) Une adaptation institutionnelle doit être apportée à l'article 11bis, paragraphe 2 (pondération des voix au sein du Comité permanent des denrées alimentaires).
- e) A propos de l'article 12, paragraphe 1, deuxième phrase, une adaptation technique doit être apportée en vue de l'application de la directive, afin de prévoir que la réglementation dans les nouveaux Etats membres soit appliquée aux produits qui y sont livrés au commerce, au plus tard un an après la modification de cette réglementation conformément aux dispositions de la directive.

- Directive (CEE) n° 64/54 du Conseil, du 5 novembre 1963, relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine

J.O. n° 12/161 du 27 janvier 1964

modifiée par :

- Directive (CEE) n° 67/427 du Conseil du 27 juin 1967

J.O. n° 148/1 du 11.7.1967

- Directive (CEE) n° 68/420 du Conseil du 20 décembre 1968

J.O. n° L 309/25 du 24.12.1968

- Directive (CEE) n° 70/359 du Conseil du 13 juillet 1970

J.O. n° L 157/38 du 18.7.1970

- a) Une adaptation technique doit éventuellement être apportée à l'article 3 lorsqu'une position définitive aura été prise sur la demande tendant à autoriser les Etats membres d'utiliser en vue de la fumaison de certaines denrées alimentaires la fumaison obtenue au moyen d'une solution aqueuse.
- b) Une adaptation institutionnelle doit être apportée à l'article 8 bis, paragraphe 2 (pondération des voix au sein du Comité permanent des denrées alimentaires).

.../...

- c) L'adaptation technique suivante doit être apportée à l'article 9, paragraphe 2, qui devrait être rédigé comme suit :

"2. Les Etats membres ne peuvent interdire l'introduction dans leur territoire et la mise dans le commerce des agents conservateurs énumérés à l'annexe pour la seule raison qu'ils considèrent l'étiquetage comme insuffisant, si les indications prévues au paragraphe 1 figurent sur les emballages ou récipients. Toutefois, tout Etat membre destinataire peut exiger que les indications prévues au paragraphe 1, alinéas b) et c) soient rédigées dans une de ses langues officielles."

- d) A propos de l'article 11, paragraphe 1, deuxième phrase, une adaptation technique doit être apportée en vue de l'application de la directive, afin de prévoir que la réglementation dans les nouveaux Etats membres soit appliquée aux agents conservateurs et aux denrées alimentaires qui y sont mis dans le commerce, au plus tard un an après la modification de cette réglementation conformément aux dispositions de la directive.

- e) Le cas échéant, une adaptation technique doit être apportée à l'annexe de la directive lorsqu'une position définitive aura été prise sur la demande d'inclusion dans la liste des produits autorisés du "p-hydroxybenzoate de méthyle".

- Directive (CEE) n° 70/357 du Conseil, du 13 juillet 1970, relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les substances ayant des effets antioxygènes et pouvant être employées dans les denrées destinées à l'alimentation humaine

J.O. n° L 157/31 du 18 juillet 1970

- a) Une adaptation institutionnelle doit être apportée à l'article 6, paragraphe 2. (pondération des voix au sein du Comité permanent des denrées alimentaires).
- b) L'adaptation technique suivante doit être apportée à l'article 8, paragraphe 2, qui devrait être rédigé comme suit :

"2. Les Etats membres ne peuvent interdire l'introduction dans leur territoire et la mise dans le commerce des substances énumérées à l'annexe pour la seule raison qu'ils considèrent l'étiquetage comme insuffisant, si les indications prévues au paragraphe 1 figurent sur les emballages ou récipients. Toutefois, tout Etat membre destinataire peut exiger que les indications prévues au paragraphe 1, alinéas b) et c) soient rédigées dans une de ses langues officielles."

.../...

- c) A propos de l'article 11, paragraphe 1, deuxième phrase, une adaptation technique doit être apportée afin de prévoir que la réglementation dans les nouveaux Etats membres y soit appliquée au plus tard un an après la modification de cette réglementation conformément aux dispositions de la directive.
- d) Une adaptation technique doit éventuellement être apportée à l'annexe, partie I (agents antioxygènes) et à l'annexe, partie III (substances pouvant renforcer l'action antioxygène d'autres substances) lorsqu'une position définitive aura été prise sur la demande d'inclusion des produits suivants :
- étoxyquin (partie I)
 - sel acide de sodium de l'acide pyrophosphorique
 - pyrophosphate de sodium
 - pyrophosphate de potassium
 - pyrophosphate de calcium
 - tripolyphosphate de sodium
 - polymetaphosphate de potassium
 - metaphosphate de sodium
- (partie II)

TROISIEME PARTIE : LEGISLATION DES ALIMENTS DES ANIMAUX

ANNEXE I : LISTE DES ACTES NE NECESSITANT PAS D'ADAPTATIONS TECHNIQUES

- Décision (CEE) n° 70/372 du Conseil, du 20 juillet 1970, instituant un Comité permanent des aliments des animaux

J.O. n° L 170/1 du 3 août 1970

- Directive (CEE) n° 70/373 du Conseil, du 20 juillet 1970, concernant l'introduction de modes de prélèvement d'échantillons et de méthodes d'analyse communautaires pour le contrôle officiel des aliments des animaux

J.O. n° L 170/2 du 3 août 1970

Une adaptation institutionnelle doit être apportée à l'article 3, paragraphe 2 de cette directive (pondération des voix au sein du Comité permanent des aliments des animaux)

- Directive (CEE) n° 70/524 du Conseil, du 23 novembre 1970, concernant les additifs dans l'alimentation des animaux

J.O. n° L 270/1 du 14 décembre 1970

.../...

QUATRIEME PARTIE : LEGISLATION PHYTOSANITAIRE

=====

ANNEXE I : LISTE DES ACTES NE NECESSITANT PAS D'ADAPTATIONS TECHNIQUES

- Directive (CEE) n° 69/464 du Conseil, du 8 décembre 1969 concernant la lutte contre la galle verruqueuse

J.O. n° L 323/1 du 24 décembre 1969

- Directive (CEE) n° 69/465 du Conseil, du 8 décembre 1969, concernant la lutte contre le nématode doré

J.O. n° L 323/3 du 24 décembre 1969

- Directive (CEE) n° 69/466 du Conseil, du 8 décembre 1969, concernant la lutte contre le pou de San José

J.O. n° L 323/5 du 24 décembre 1969

.../...

CINQUIEME PARTIE : LEGISLATION FORESTIERE

=====

ANNEXE 1 : LISTE DES ACTES NE NECESSITANT PAS D'ADAPTATIONS TECHNIQUES

- Directive (CEE) n° 68/89 du Conseil, du 23 janvier 1968, relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant le classement des bois bruts

J.O. n° L 32/12 du 6 février 1968

.../...

ANNEXE II - LISTE DES ACTES NECESSITANT DES ADAPTATIONS TECHNIQUES DEJA
PRECISEES

- Directive (CEE) n° 66/404 du Conseil, du 14 juin 1966, concernant la commercialisation des matériels forestiers de reproduction

J.O. n° 125/2326 du 11 juillet 1966

modifiée par :

- Directive (CEE) n° 69/64 du Conseil du 18 février 1969

J.O. n° L 48/12 du 26 février 1969

- a) Une adaptation institutionnelle doit être apportée à l'article 17, paragraphe 3 de cette directive (pondération des voix au sein du Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers)
- b) A propos de l'article 18, paragraphes 2 et 3, une adaptation technique doit être apportée afin de retenir au profit des nouveaux Etats membres les délais de, respectivement, 2 ans pour les semences de genres et espèces résineux et 4 ans pour les plants à partir de la date de mise en application de la directive.

SIXIEME PARTIE : LEGISLATION VETERINAIRE

ANNEXE I : LISTE DES ACTES NE NECESSITANT PAS D'ADAPTATIONS TECHNIQUES

- Directive ^(CEE) n° 65/276 du Conseil, du 13 mai 1965, concernant la procédure à suivre lors de l'élaboration des avis en matière d'agrément officiel d'abattoirs et d'ateliers de découpe, dans les échanges intracommunautaires de viandes fraîches
J.O. n° 93/1607 du 29.5.1965
- Directive (CEE) n° 65/277 de la Commission, du 13 mai 1965, concernant la procédure à suivre lors de l'élaboration des avis en matière d'échanges intracommunautaires d'animaux des espèces bovine et porcine et de viandes fraîches
J.O. n° 93/1610 du 29.5.1965
- Décision (CEE) n° 68/361 du Conseil, du 15 octobre 1968, instituant un Comité vétérinaire permanent
J.O. n° L 255/23 du 18 octobre 1968

.../...

ANNEXE II : LISTE DES ACTES NECESSITANT DES ADAPTATIONS TECHNIQUES DEJA
PRECISEES

- Directive (CEE) n° 64/433 du Conseil, du 26 juin 1964, relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges intracommunautaires de viandes fraîches

J.O. n° 121/2012 du 29.7.1964

modifiée par :

- Directive (CEE) n° 66/601 du Conseil du 25 octobre 1966

J.O. n° 192/3302 du 27.10.1966

- Directive (CEE) n° 69/349 du Conseil du 6 octobre 1969

J.O. n° L 256/5 du 11.10.1969

- Directive (CEE) n° 70/486 du Conseil du 27 octobre 1970

J.O. n° L 239/42 du 30.10.1970

- a) Une adaptation institutionnelle doit être apportée à l'article 9 bis, paragraphe 3 (pondération des voix au sein du Comité vétérinaire)
- b) Une adaptation technique doit être apportée à l'annexe 1, chapitre IX, points 40, alinéa 1, 3e tiret, et 43, alinéa 3, 3e tiret, afin d'y ajouter la mention du sigle "CEE" dans les langues des nouveaux Etats membres.
- c) Une adaptation technique doit être apportée à l'annexe II dans la foot-note n° 3 du certificat de salubrité afin d'y ajouter une mention relative au transport maritime. Par conséquent, la phrase se lira comme suit : "Pour les wagons, et les camions, indiquer le numéro d'immatriculation, pour les avions, le numéro du vol, et pour les bateaux le nom

.../...

ANNEXE III : LISTE DES ACTES NECESSITANT DES ADAPTATIONS TECHNIQUES NON ENCORE FORMULEES

- Directive (CEE) n° 64/432 du Conseil, du 26 juin 1964, relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires d'animaux des espèces bovine et porcine

J.O. n° 121/1977 du 29.7.1964

modifiée par :

- Directive (CEE) n° 66/600 du Conseil du 25 octobre 1966

J.O. n° 192/3294 du 27.10.1966

- Directive (CEE) n° 70/360 du Conseil du 13 juillet 1970

J.O. n° L 157/40 du 18.7.1970

- a) Une adaptation technique doit être apportée à l'annexe F, dans les foot-notes n° 3, 4, 3 et 4, respectivement des certificats sanitaires, modèles I, II, III et IV, afin d'y ajouter une mention relative au transport maritime. Par conséquent, la phrase se lira comme suit : "Pour les wagons, les camions, indiquer le numéro d'immatriculation, pour les avions, le numéro du vol, et pour les bateaux le nom
- b) Une adaptation technique doit être apportée à l'annexe F, dans les foot-notes n° 4, 5, 4 et 5, respectivement des certificats, modèles I, II, III et IV, afin d'y ajouter pour chaque nouvel Etat membre la qualité nécessaire de la personne désignée pour signer les certificats.

.../...

- Liste n° 66/340/CEE du 6 mai 1966, des experts vétérinaires qui peuvent être chargés de l'élaboration des avis en matière d'échanges intracommunautaires d'animaux des espèces bovine et porcine et de viandes fraîches

J.O. n° 100/1604 du 7.6.1966

Une adaptation technique doit être apportée à cette liste en y ajoutant les noms, la nationalité, l'adresse et le téléphone des experts vétérinaires des nouveaux Etats membres.

- Décision (CEE) n° 69/100 de la Commission, du 18 mars 1969, portant désignation des experts vétérinaires pouvant être chargés de l'élaboration d'avis relatifs aux abattoirs et ateliers de découpe

J.O. n° L 88/9 du 11.4.1969

Une adaptation technique doit être apportée à l'article 1 de cette décision en complétant la liste qui y figure avec les noms et la nationalité des experts vétérinaires des nouveaux Etats membres.